

LES NOUVEAUX BIDONVILLES DE NANTERRE

La « gaffe » de Michel Sapin aura au moins eu un mérite ; celui de révéler, au cœur de Nanterre, l'existence de véritables bidonvilles où, de plus en plus nombreux, s'entassent des Tsiganes arrivés de Roumanie. Avec une précipitation un rien électorale, le ministre de l'Economie et des Finances qui brigue la députation à Nanterre avait annoncé, mercredi 3 mars, le transfert de 150 Tsiganes à Neuville-sur-Ain, un petit village de Bourg-en-Bresse. Devant la réaction des habitants, le gouvernement avait dû reculer. Reste que sur quatre terrains vagues des bords de Seine, 800 Tsiganes vivent aujourd'hui dans des conditions à peine concevables. Visite d'un bidonville à l'ombre de la Grande Arche.

Il y a vingt ans, c'était déjà un village de planches et de tôle. Des Algériens vivaient là. Un matin de mai 1970, un groupe de gauchistes était venu leur distribuer des boîtes de caviar dérobées chez Fauchon. Depuis, ces Algériens ont été relégués. Le quartier d'affaires de la Défense a grandi, les gauchistes se sont fait rares. Mais à quelques tours de roues de « l'axe historique » qui relie le cœur de Paris au quartier de la Défense, de nouveaux bidonvilles ont poussé. Ils abritent cette fois des exclus des années 1990 : des Tsiganes qui ont fui la Roumanie et viennent s'agglutiner ici, sans papiers, sur les conseils d'un frère, d'un cousin, d'un ami arrivé quelques mois avant eux.

Au bord de la Seine, entre la papeterie et la prison, ils sont 150 à camper ainsi sur les gravats d'un chantier de démolition. Les uns dorment dans de vieilles caravanes dont les trous sont bouchés par des bâches en plastique. D'autres n'ont que leur voiture. Pieds-nus, voire sans pantalon, les enfants courent dans la poussière. Plus haut, sur le viaduc, filent les RER bondés de gens pressés. Et un peu plus loin, un car de CRS attend.

« Qu'est-ce qu'ils font là, les flics ? » demande un homme. Rien, le car est vide. Ce n'est juste qu'un signal,

pour rassurer les Nanterrois. Histoire de montrer que l'Etat n'a pas totalement démissionné. Mais en dehors de ce car vide, pas grand-chose... A l'entrée du camp, à peine un robinet d'eau. Pas de sanitaires. Aucun ramassage des ordures. Médecins du monde qui vient deux fois par semaine pour des consultations de médecine générale et, en cas d'urgence, l'hôpital.

Ceux qui sont là depuis plus longtemps ont trouvé du travail. Au noir. D'autres mendient dans le métro. Christian d'Hont, aumônier tzigane français qui est plusieurs fois venu se rendre compte sur place, confie : « Il y a des gens qui cherchent à « maquer » les nouveaux arrivants, qui veulent les utiliser pour un trafic de voitures. »

Au total, les Tsiganes roumains sont environ 800 à vivre aujourd'hui comme cela, dans un bidonville qui a poussé sur quatre terrains vagues des bords de la Seine, à proximité du pont de Bezons. Les premiers Tsiganes ont gagné Nanterre en 1989. Puis les arrivées se sont fait plus nombreuses depuis novembre dernier. Et de nouveaux Tsiganes viennent tous les jours grossir l'effectif de ces quatre bidonvilles à proximité de Paris.

Constantin, par exemple, est arrivé la veille au soir. Pourquoi cet homme d'une quarantaine d'années, qui se

prétend « ingénieur en construction », a-t-il quitté les environs de Timisoara avec son frère, sa femme et ses quatre enfants pour venir s'échouer ici dans sa pauvre voiture, après quatorze jours de voyage ? « Parce qu'à mon travail, on m'a dit : « Vous êtes tzigane, vous devez partir... » explique-t-il dans un mauvais français. Vrai ou faux ? Difficile de le dire.

En Roumanie, les Tsiganes sont environ deux millions. Bijoutiers, musiciens, mais aussi, quelquefois, avocats ou restaurateurs, ils sont présents dans tous les secteurs de la société. Depuis la démocratisation, ils se sont même organisés en plusieurs partis ethniques. Ils subissent là-bas un fort rejet de la population mais aucune politique discriminatoire n'est menée à leur encontre. Ils forment pourtant la plus grosse part du petit contingent de Roumains qui s'efforcent de quitter le pays.

Constantin a-t-il des papiers en règle ? « Non ». Il fera comme les autres. Il se fera domicilier par la Croix-Rouge, et il demandera l'asile, histoire de se donner le temps de voir. A-t-il eu du mal à franchir la frontière ? « Oui ». Mais il n'en reste pas moins que maintenant, il est là, avec sa famille, sa voiture et sa misère, comme 800 autres de ses compatriotes dont certains sont arrivés depuis quatre ans. Etrangers sans papiers, nomades, ces nouveaux Nanterrois échappent à toutes les logiques institutionnelles. Est-il possible, cependant, que durant tout ce temps, les Pouvoirs publics n'aient rien tenté pour leur venir en aide ?

CORDON DE CRS

« Ces campements se situent sur la commune de Nanterre, mais dans un périmètre qui appartient à l'EPAD, l'Etablissement Public pour l'Aménagement de la Défense, c'est-à-dire à l'Etat », explique-t-on à la mairie. « Nous sommes donc intervenus à plusieurs reprises pour demander à ce que ces gens partent. Tout ce que nous avons pu obtenir, c'est un cordon de CRS, depuis juin. »

Du côté de l'Etat, c'est donc Michel Sapin qui s'est saisi du dossier. Le ministère de l'Economie et des Finances est en effet conseiller municipal socialiste, dans cette mairie communiste, et se présente dans la circonscription aux élections législatives. Un début de solution avait été trouvé : une partie des Tsiganes pourraient, à condition qu'ils soient d'accord, être transférés au camp de Thol, propriété du ministère de la Justice où furent internés les prisonniers de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui en ruine, ce camp de 14 hectares situés à Neuville-sur-Ain aurait été réaménagé par les Tsiganes eux-mêmes. Il aurait ainsi pu devenir un centre d'accueil et d'hébergement des réfugiés que la France reçoit sur son territoire.

Michel Sapin a cru pouvoir annoncer la nouvelle un peu tôt. Mercredi 3 mars, il faisait savoir que 150 Tsiganes pourraient prochainement gagner le camp de Thol.

Alain Guillemoles



En Roumanie, les Tsiganes sont environ 2 millions

Les 150 habitants de Neuville-sur-Ain et ceux des communes environnantes qui n'avaient été ni informés, ni préparés à la venue de cette population nouvelle, s'opposaient immédiatement à leur venue. Sous la conduite de leur maire, Joseph Perrot, près de 400 habitants de Neuville-sur-Ain dressaient des barrages sur les routes, enflammaient des pneus et bétonnaient l'entrée du camp de Thol aux cris de « Les envahisseurs, on n'en veut pas ».

Dès le jeudi 4 au soir, la préfecture de l'Ain faisait savoir que « l'hypothèse de l'accueil des Tsiganes au camp de Thol était définitivement abandonnée ».

« La réaction des gens de Neuville-sur-Ain est inacceptable », commente Laurent Elghozi, conseiller municipal (socialiste) de Nanterre. « On va devoir maintenant chercher un autre site en urgence ou semi-urgence. Ce que je souhaite, en tout cas, c'est que le transfert puisse avoir lieu avant le 21 mars. »

Cela semble maintenant compromis. Certes, cette flambée d'intolérance des habitants de Neuville-sur-Ain est difficilement compréhensible. Cependant, comment croire qu'une opération si hâtivement préparée, réalisée en pleine période électorale, pouvait réussir ? « Il y a trois ans, nous avons proposé de faire éclater ce ghetto pour que quelques familles se répartissent entre différentes communes », explique Christian d'Hont, aumônier tzigane français et membre de l'ASNIT (Association nationale pour l'insertion des tsiganes). « Nous aurions alors pu trouver du travail pour ces Tsiganes qui sont sédentaires en Roumanie. Mais nous n'avons pas été écoutés. » Alors les Tsiganes sont toujours là. Y seront-ils encore pour la prochaine campagne électorale ?

Alain Guillemoles



Alain Guillemoles

Pieds nus, voire sans pantalon, les enfants courent dans la poussière

Malheurs tsiganes dans le post-communisme

PAR FRANZ-LOTHAR ALTMANN *

Les changements politiques (démocratiques) et économiques qui se sont produits dans les anciens pays socialistes d'Europe orientale en 1989 n'ont pas apporté que des bienfaits aux populations de ces pays. Nationalisme croissant, tensions ethniques et difficultés socio-économiques accompagnent des développements positifs tels qu'élections libres, amélioration des situations des droits de l'homme, restitution des biens nationalisés, privatisations, etc. Un groupe de population qui semble être plus touché que les autres est constitué par les Tsiganes ou Roms (comme ils s'appellent eux-mêmes) en Europe du Sud-Est. Le chiffre de 3,5 à 4 millions de Roms en Europe du Sud-est peut-être considéré comme proche de la vérité, bien que les données relatives aux Roms aient toujours été et soient encore très contradictoires. C'est ainsi que, pour la Roumanie, les chiffres oscillent entre 230 000 Roms depuis le dernier recensement de 1977 (chiffre généralement tenu pour une sous-estimation grossière), et plus de 2 millions, comme le prétendent leurs propres dirigeants. Entre les deux chiffres, on trouve des estimations spécialisées telles que celles de William Lockwood, de l'université du Michigan, avec 680 000 individus et le résultat du recensement de 1992 avec 409 723 Tsiganes! Pour replacer ces 3,5 à 4 millions de Roms dans un ordre relatif, il faut rappeler que la population tsigane dans le monde entier est évaluée à 8 à 10 millions de personnes, et que celle de l'Europe est estimée aux alentours de 7 millions. Selon des estimations fiables, l'Europe orientale compte aujourd'hui 5 millions de Tsiganes, soit environ les deux tiers du chiffre pour l'ensemble de l'Europe, dont les deux tiers vivent dans les Balkans. Il convient d'ajouter que les Tsiganes sont un groupe ethnique extrêmement hétérogène.

Il est aussi très difficile de donner des chiffres sur les Tsiganes qui émigrent actuellement des Balkans vers l'Europe occidentale, parce qu'ils ne se déclarent pas toujours comme Tsiganes ou Roms. Mais, manifestement, ces tentatives de migration deviennent un problème considérable pour les pays occidentaux et notamment pour l'Allemagne, étant donné que la plupart des émigrants indiquent l'Allemagne comme leur premier choix. Ainsi, la dégradation de la situation sociale et économique des Roms dans l'Europe du Sud-Est a déjà eu des répercussions sur l'Europe occidentale et elle risque de devenir un de ses futurs grands problèmes.

Depuis des siècles, les Tsiganes sont à l'index et déclenchent des mécanismes de sanctions du seul fait que leurs modes fondamentaux de comportement, de vie, sont différents de ceux des «gens moyens normaux». En général, la société tsigane se comporte de façon asynchrone par rapport au voisinage culturel et socio-économique respectif en partie seulement du fait d'un système de valeurs différent. Les systèmes politiques répressifs des pays socialistes se sont au mieux efforcés d'intégrer les Tsiganes d'une façon ou d'une autre, parfois même avec un succès limité: ainsi le gouvernement hongrois avait en 1961 un programme de logement et d'éducation distinct. En général, toutefois, ces politiques d'intégration des pays communistes ont été des tentatives d'imposer les règles de la société «normale» aux Tsiganes par la force du régime. Mais en fait, elles ont échoué pour la plupart.

Bien que la chute des systèmes communistes ait été accueillie avec enthousiasme par de nombreux Roms d'Europe orientale, leur situation ne s'est absolument pas améliorée et, dans certains pays, elle s'est même sensiblement dégradée. Dans les sociétés de transition, les graves problèmes économiques et sociaux du début des années 90 touchent relativement plus les Roms que d'autres couches de la population. Non seulement ils ont été choisis comme bouc émissaire pour certains des problèmes sociaux (par exemple, ils sont considérés comme les «requins du marché noir» profitant des nouvelles possibilités de libre échange de façon déloyale) (1), mais ils sont surtout frap-

pés par un chômage grandissant. Les Tsiganes n'ont en général qu'un médiocre niveau d'instruction et vivent très souvent de travaux occasionnels en tant qu'artisans ou ouvriers agricoles. Ceux-ci, en particulier, c'est-à-dire la population tsigane rurale, qui prédominaient parmi les Tsiganes d'Albanie, de Bulgarie et de Roumanie ont perdu aux changements de système!

En Bulgarie, après la dissolution des exploitations agricoles coopératives et après la promulgation de la nouvelle loi foncière, les Tsiganes ruraux sont pratiquement devenus chômeurs. Avant que les communistes ne collectivisent les terres (entre 1950 et 1959), les Tsiganes n'avaient aucun bien, du moins aucun bien immobilier qui pourrait leur être restitué maintenant (il en est de même des Turcs et des Pomaks en Bulgarie qui travaillaient principalement comme travailleurs saisonniers dans les coopératives de tabac). Etant donné, en outre, qu'on ne leur donne pas la préférence en vertu de la loi foncière, ils n'ont aucun espoir de recevoir des terres. Le résultat est clair: ils doivent émigrer dans les zones urbaines où ils ne feront qu'augmenter le nombre déjà élevé de Tsiganes chômeurs contribuant à la criminalité et à la violence, parce que, très souvent, les systèmes de sécurité sociale de toute façon médiocres n'aident pas beaucoup ce groupe de gens, et que les bureaucraties respectives ne le font pas non plus. On sait qu'en Roumanie des villageois ont contraint dans plusieurs cas leurs voisins tsiganes à partir par des incendies volontaires, aussi parce que ceux qui sont désormais au chômage et sans terre à cultiver ont dû essayer d'assurer leur piètre existence par la mendicité ou le vol (2).

Cette migration forcée des Tsiganes dans les zones urbaines surpeuplées a engendré de nombreux problèmes. La situation générale du logement n'a pas pu être améliorée; les pays respectifs n'ont pas les moyens financiers de

Bien que la chute des systèmes communistes ait été accueillie avec enthousiasme par de nombreux Roms d'Europe orientale, leur situation ne s'est absolument pas améliorée. Pire, dans certains pays, elle s'est même sensiblement dégradée.

aussi l'aggravation de la dépression économique sont liées au problème tsigane! Des rapports partiels et exagérés sur tel ou tel incident criminel dans lequel les Tsiganes sont impliqués augmentent la polarisation de la société et les tensions. Il est malheureusement vrai que les Tsiganes sont relativement surreprésentés dans les statistiques criminelles, mais cela tient également à la ségrégation appliquée par le reste des citoyens respectives et à la pauvreté matérielle. Les tentatives anciennes et aussi actuelles d'assimilation et en même temps de ségrégation constituent les deux facteurs qui entraînent le déracinement ethnico-culturel des Roms. Comme le dit Baranyi: «Indubitablement les Tsiganes restent le groupe ethnique le plus pauvre, le

plus défavorisé et le plus méprisé d'Europe orientale» (3). Le fait que de nombreux citoyens aient personnellement constaté que les Tsiganes sont en majorité au chômage aboutit à la généralisation de caractère raciste selon laquelle «les Tsiganes n'aiment pas travailler».

Les sondages prouvent que les Tsiganes sont de loin la minorité ethnique la plus détestée des pays d'Europe du Centre-Est et du Sud-Est où il existe d'importantes populations rom. D'un autre côté, les Tsiganes ne sont pas — ou très rarement — politiquement représentés dans les parlements respectifs. Cela tient aussi en partie à leur grande hétérogénéité déjà citée: en 1991, 40 organisations tsiganes étaient enregistrées en Hongrie et plus de 20 en Tchécoslovaquie; quant à la Bulgarie, Mme Zhelyazkova a cité plus de 90 sous-groupes tsiganes. On peut imaginer combien il doit être difficile de mettre en place des organisations-cadres politiques pour les Tsiganes lorsque, à nouveau à titre d'exemple, en Bulgarie, il s'est révélé jusqu'à présent impossible de publier un dictionnaire général tsigane-bulgare parce que de fortes protestations se sont élevées contre l'utilisation d'un dialecte comme la langue tsigane! En outre, en Bulgarie, la nouvelle constitution va jusqu'à interdire l'enregistrement des partis politiques sur une base ethnique ou religieuse.

Il n'existe pas non plus de mère-patrie des Tsiganes qui pourrait fournir un soutien depuis l'extérieur à ses ressortissants dans les pays d'accueil comme c'est le cas, par exemple, de la Hongrie pour ses ressortissants, en Slovaquie, en Roumanie, en Ukraine et en Serbie.

Evidemment, il faut finalement se demander ce que l'on peut, ce que l'on doit faire. Il semble clair que les solutions possibles ne peuvent être étudiées que par des efforts communs des deux parties. D'un côté, l'appel général à une plus grande tolérance, notamment dans les médias, en vue d'une meilleure compréhension des problèmes tsiganes est fondamentalement important. Il faut s'efforcer de traiter les problèmes des Tsiganes de manière que les sociétés comprennent que ces problèmes sont également les leurs et pas seulement ceux des Tsiganes. Mais les gouvernements doivent également comprendre que la dégradation de la situation des Tsiganes dans leurs pays respectifs risque d'être une bombe à retardement sociale.

D'un autre côté, les spécialistes des Roms nient souvent qu'il soit possible d'intégrer les Tsiganes dans les sociétés normales. On prétend qu'il est même difficile d'encourager leurs différents groupes à communiquer. On n'améliorera pas leur situation, par exemple, en leur accordant un statut d'autonomie parce qu'ils vivent trop dispersés et ne sont pas habitués à travailler en tant que communauté — quoique récemment les citoyens de Shuto Orizare, près de Skopje, qui compte une population presque totalement tsigane de quelque 40 000 personnes, ont exprimé le souhait d'y établir un Etat rom, ce qui signifie bien qu'il y a une exception à chaque règle même dans le cas des Tsiganes. Mais, néanmoins, les problèmes semblent s'aggraver et il faut trouver le moyen d'inciter et d'encourager la partie tsigane à rechercher des solutions. Quoiqu'il en soit, il doit être clair que, contrairement aux cas d'autres minorités ethniques, il ne peut y avoir une seule méthode; il doit y avoir la volonté d'apprendre à travailler différemment avec les différents groupes. La question n'en est pas plus simple pour autant!

* Directeur, Südost-Institut, Munich. Texte écrit pour le colloque «l'Europe contre l'intolérance», organisé par le Conseil de l'Europe les 3 et 4 mars.

(1) L'activiste tsigane roumain Nicolae Gheorghe dit: «Il n'y a plus beaucoup de juifs en Roumanie. Aussi, nous a-t-on attribué le rôle du bouc émissaire.» Cité par Zoltan Baranyi dans son article «Les changements démocratiques apportent les bienfaits mitigés aux Tsiganes» dans RFE/RL rapport de recherche n° 20, 1993, p.44.

(2) Procès-verbal d'une conférence donnée par Antonina Zhelyazkova, conseillère pour les minorités ethniques du président de Bulgarie, à la Berd le 31 mars 1993 à Londres.

(3) Zoltan Baranyi, op. cit., p. 45.